



Rapport financier semestriel

30 juin 2017







Sommaire

Rapport de gestion au 30 juin 2017	page 2
Comptes consolidés résumés au 30 juin 2017	page 16
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	page 43
Attestation des personnes responsables	page 45



Rapport de gestion au 30 juin 2017

1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés du premier semestre	page 3
1.1. Principaux agrégats du compte de résultat du premier semestre	
1.2. Analyse des principaux postes du compte de résultat du premier semestre	
2. Situation financière et trésorerie du Groupe	page 8
2.1. Capitaux propres	
2.2. Endettement financier net	
2.3. Tableau de flux de trésorerie	
2.4. Financement et ressources de liquidité	
2.5. Restriction à l'utilisation des capitaux	
2.6. Sources de financement attendues	
3. Perspectives pour le second semestre de l'année 2017	page 11
4. Autres informations	page 12
4.1. Principes comptables	
4.2. Faits marquants de la période	
4.3. Principales transactions avec les parties liées	
4.4. Événements post-clôture	
4.5. Facteurs de risque	



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés du premier semestre

1.1 Principaux agrégats du compte de résultat du premier semestre

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
Chiffre d'affaires hors taxes	38 526	36 289	6,2%	3,2%
Marge des activités courantes	8 821	8 432	4,6%	1,9%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>22,9%</i>	<i>23,2%</i>		
Frais généraux et amortissements	(8 200)	(7 726)	6,1%	4,1%
Résultat opérationnel courant	621	706	(12,1)%	(21,5)%
<i>Résultat opérationnel courant avant amortissements (ROCDA)⁽¹⁾</i>	<i>1 431</i>	<i>1 448</i>	<i>(1,2)%</i>	<i>(7,0)%</i>
Résultat opérationnel courant après QP dans les résultats MEQ	633	686	(7,6)%	(17,6)%
Produits et charges non courants	(150)	(114)	na	na
Résultat financier	(247)	(248)	(0,4)%	(7,7)%
Impôt sur les résultats	(89)	(101)	(12,3)%	(23,4)%
Résultat net des activités poursuivies - Part du Groupe	79	158	(50,2)%	(69,2)%
Résultat net des activités abandonnées - Part du Groupe	(1)	(28)		
Résultat net - Part du Groupe	78	129		
Cash-flow libre⁽²⁾	(2 736)	(2 259)		
Dettes nettes au 30 juin	7 720	7 367		

- Le chiffre d'affaires hors taxes du Groupe au premier semestre s'élève à 38 526 millions d'euros, soit une hausse de +6,2 %. Sur la période, l'effet de change est favorable et atteint +3,0 % ;
- le résultat opérationnel courant (ROC) du Groupe s'établit à 621 millions d'euros, et le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROCDA)¹ atteint 1 431 millions d'euros, en léger recul de 1,2 % ;
- le résultat opérationnel non courant est une charge nette de 150 millions d'euros. Il comprend notamment les plans de transformation en cours de déploiement dans certains pays du Groupe ;
- la charge financière nette s'établit à 247 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2016 ;
- la charge d'impôt sur les résultats s'élève à 89 millions d'euros, soit un taux effectif d'impôt de 37,5 % ;
- le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, ressort à 79 millions d'euros, à comparer à un résultat de 158 millions d'euros au premier semestre 2016 ;
- le résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, s'établit à (1) million d'euros ;
- en conséquence, le résultat net part du Groupe est de 78 millions d'euros, à comparer à un résultat de 129 millions d'euros au premier semestre 2016 ;
- le cash-flow libre² s'élève à (2 736) millions d'euros, à comparer à (2 259) millions d'euros au premier semestre 2016.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une légère saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. En 2016, le chiffre d'affaires au premier semestre s'est ainsi élevé à 36 289 millions d'euros, soit 47 % du chiffre d'affaires annuel de 76 645 millions d'euros. L'essentiel des charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second.

¹ Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROCDA) exclut les amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes

² Le cash-flow libre est le solde net de l'autofinancement avant coût de l'endettement financier net, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements opérationnels.



Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également affectés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

1.2 Analyse des principaux postes du compte de résultat du premier semestre

Chiffre d'affaires HT par zone géographique

Les secteurs opérationnels correspondent aux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, regroupés en zones géographiques, auxquelles s'ajoutent les « fonctions globales » qui regroupent les holdings et autres sociétés hébergeant des activités de support administratif, financier et commercial.

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	17 307	17 179	0,7%	0,7%
Europe (hors France)	10 010	9 428	6,2%	6,0%
Amérique latine	8 075	6 453	25,1%	9,4%
Asie	3 135	3 229	(2,9)%	(4,3)%
Total	38 526	36 289	6,2%	3,2%

Carrefour a réalisé une bonne croissance au premier semestre de l'année 2017, avec un chiffre d'affaires de 38 526 millions d'euros, en hausse de +6,2 %.

Cette progression reflète de solides performances dans l'ensemble des zones géographiques où opère le Groupe, dans un contexte fortement promotionnel et dans un environnement macroéconomique marqué par le ralentissement de l'inflation dans plusieurs marchés. Elle reflète également l'effet positif de l'expansion et des acquisitions, Billa en Roumanie et Eroski en Espagne. L'effet de change au premier semestre a par ailleurs été favorable à hauteur de +3,0 %, largement dû à l'appréciation du real brésilien.

La France affiche une croissance de ses ventes de +0,7 % au premier semestre.

Les ventes dans les autres pays d'Europe sont en nette progression (+6,2 %).

En Amérique latine, les ventes du premier semestre 2017 sont en hausse de +25,1 % (intégrant un effet de change positif de +15,8 %). Cette bonne performance a été réalisée dans un contexte de fort ralentissement de l'inflation alimentaire au Brésil, et dans un environnement économique qui continue de peser sur la consommation en Argentine.

En Asie, les ventes du premier semestre sont en recul de 2,9 % suite à la baisse du chiffre d'affaires de la Chine de 8,3 %, en partie compensée par la progression des ventes à Taïwan de +12,0 %.

Chiffre d'affaires HT par zone géographique – contribution au total du Groupe

<i>En %</i>	2017 ⁽¹⁾	2016
France	46,2%	47,3%
Europe (hors France)	26,7%	26,0%
Amérique latine	18,8%	17,8%
Asie	8,3%	8,9%
Total	100,0%	100,0%

⁽¹⁾ à taux de change constants

A taux de change constants, la part du chiffre d'affaires réalisé dans les pays émergents (Amérique latine et Asie) continue de progresser pour s'établir à 27,1 %, à comparer à 26,7 % sur le premier semestre 2016.



Résultat opérationnel courant par zone géographique

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	199	312	(36,1)%	(36,1)%
Europe (hors France)	149	155	(3,9)%	(3,7)%
Amérique latine	293	273	7,5%	(15,5)%
Asie	12	(7)	n/a	n/a
Fonctions globales	(33)	(26)	27,1%	26,8%
Total	621	706	(12,1)%	(21,5)%

Le résultat opérationnel courant s'établit à 621 millions d'euros, en baisse de 12,1 % par rapport au premier semestre 2016.

En France, le Groupe a poursuivi le déploiement de sa stratégie multiformat et omnicanale. Le résultat opérationnel courant s'élève à 199 millions d'euros, soit un taux de marge opérationnelle³ de 1,1 % (en retrait de 67 points de base). Cette évolution tient compte d'une intensification des investissements promotionnels du Groupe, dans un contexte concurrentiel très disputé, ainsi que des ajustements tarifaires ciblés dans certains magasins visant à améliorer la compétitivité de Carrefour. La performance opérationnelle de la France reflète également la hausse des pertes liées aux magasins ex-Dia par rapport au premier semestre 2016.

Dans les autres pays d'Europe (hors France), le résultat opérationnel courant s'élève à 149 millions d'euros, soit une marge opérationnelle en très légère baisse par rapport au premier semestre 2016. Cette variation intègre notamment les impacts liés à la transformation et à l'intégration des magasins Eroski en Espagne et Billa en Roumanie.

En Amérique latine, le résultat opérationnel courant du premier semestre 2017 s'élève à 293 millions d'euros soit une progression de +7,5 %. Au Brésil, la profitabilité des activités de distribution continue de progresser, alors que les services financiers sont impactés par les charges liées au lancement de la carte Atacadão ainsi que par un changement de réglementation sur le crédit à la consommation. Par ailleurs l'environnement de consommation reste très difficile en Argentine, marqué par des volumes sous pression et une inflation élevée, impactant la marge du Groupe.

En Asie, le résultat opérationnel courant s'élève à 12 millions d'euros, à comparer à une perte opérationnelle de 7 millions d'euros au premier semestre 2016. Le premier semestre 2017 est marqué par un retour à la profitabilité dans un contexte toujours très concurrentiel marqué par une évolution rapide des habitudes de consommation. A Taiwan, la croissance des ventes se poursuit et la marge opérationnelle s'améliore.

Amortissements

Les amortissements se sont élevés à 781 millions d'euros au premier semestre 2017. Ils représentent 2 % du chiffre d'affaires (ratio stable par rapport au premier semestre 2016).

En prenant en compte les amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à 810 millions d'euros au 30 juin 2017 (contre 742 millions d'euros au 30 juin 2016).

Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence

La quote-part revenant au Groupe dans le résultat net des entités mises en équivalence s'établit à 13 millions d'euros, contre (21) millions d'euros sur le premier semestre 2016 ; la hausse constatée provient principalement de l'amélioration des résultats de la participation du Groupe en Turquie.

³ Ratio résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires.



Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que des dépréciations d'actifs, des coûts de restructuration et des charges liées à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de la période.

Le résultat non courant est une charge nette de 150 millions d'euros.

Il se décompose de la manière suivante :

en millions d'euros	2017	2016
Résultat de cession d'actifs	13	30
Coûts de réorganisation	(102)	(89)
Autres éléments non courants	(30)	(33)
Résultat non courant avant dépréciation et pertes sur actifs	(119)	(93)
Dépréciation et pertes sur actifs	(31)	(21)
<i>dont dépréciation et pertes sur goodwill</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont dépréciation et pertes sur actifs corporels et incorporels</i>	<i>(31)</i>	<i>(21)</i>
Produits et charges non courants	(150)	(114)

Les coûts de réorganisation découlent des plans de rationalisation des structures en cours de déploiement dans plusieurs pays du Groupe. La charge comptabilisée sur le premier semestre 2017 comprend notamment les coûts liés à la refonte des chaînes logistiques en France et au plan d'intégration des hypermarchés acquis en Espagne.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit à 484 millions d'euros au premier semestre 2017, à comparer à 572 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une diminution de 88 millions d'euros.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de 247 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2016.

Résultat financier En millions d'euros

	2017	2016
Coût de l'endettement financier net	(191)	(181)
Autres produits et charges financiers	(56)	(68)
Résultat financier	(247)	(248)

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 191 millions d'euros, en augmentation de 10 millions d'euros.

Les autres produits et charges financiers représentent une charge nette de 56 millions d'euros, à comparer à une charge nette de 68 millions sur le premier semestre 2016.



Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à 89 millions d'euros, à comparer à une charge de 101 millions d'euros au premier semestre 2016.

Le taux effectif d'impôt ressort à 37,5 %. Il résulte de l'application du taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice 2017 au résultat avant impôt du premier semestre 2017.

Participations ne donnant pas le contrôle

La part de résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 69 millions d'euros, contre 65 millions d'euros au premier semestre 2016.

Résultat net des activités poursuivies – Part du Groupe

En conséquence des éléments décrits ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, s'établit à 79 millions d'euros au 30 juin 2017, à comparer à un résultat de 158 millions d'euros au 30 juin 2016.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.1 Capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 11 279 millions d'euros au 30 juin 2017 à comparer à 12 008 millions d'euros à la fin de l'année précédente, soit une baisse de 730 millions d'euros.

Cette diminution s'explique principalement par les mouvements suivants :

- le résultat net de la période, soit +147 millions d'euros ;
- les autres éléments du résultat global, soit (239) millions d'euros ;
- les dividendes versés pour un montant total de (584) millions d'euros, dont (523) millions d'euros aux actionnaires de Carrefour et (61) millions d'euros aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

2.2 Endettement financier net

L'endettement net du Groupe est passé de 4 531 millions d'euros à fin 2016 à 7 720 millions d'euros au 30 juin 2017, soit une augmentation de 3 189 millions d'euros.

La dette nette de fin d'année est structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre. L'endettement net s'établissait à 7 367 millions d'euros à fin juin 2016.

La dette nette du Groupe s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Juin 2017	Décembre 2016
Emprunts obligataires	7 099	6 962
Autres emprunts et dettes financières	781	690
Billet de Trésorerie	1 311	0
Passifs relatifs à des contrats de location financement	306	322
Total des dettes financières hors dérivés passif	9 497	7 974
Dérivés - Passif	91	101
Total des dettes (1)	9 588	8 075
<i>dont dettes à plus d'un an</i>	<i>6 586</i>	<i>6 200</i>
<i>dont dettes à moins d'un an</i>	<i>3 001</i>	<i>1 875</i>
Autres actifs financiers courants	252	239
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 615	3 305
Total des placements (2)	1 868	3 544
Dette nette = (1) - (2)	7 720	4 531

Les dettes financières du Groupe (hors dérivés) ont des échéances réparties dans le temps (jusqu'en 2025 pour la tranche obligataire à échéance la plus longue) et présentent ainsi un profil de remboursement équilibré sur les années à venir :

(en millions d'euros)	Juin 2017	Décembre 2016
A moins d'un an	2 911	1 774
Entre 1 et 2 ans	1 466	333
Entre 2 et 5 ans	2 098	3 221
Au-delà de 5 ans	3 022	2 646
Total	9 497	7 974

Au 30 juin 2017, le Groupe dispose par ailleurs de 3,9 milliards d'euros de crédits syndiqués non tirés et mobilisables sans condition, à échéance 2022 (hors options d'extension), ce qui conforte sa position de liquidité.



2.3 Tableau de flux de trésorerie de l'exercice et trésorerie du groupe

L'endettement net augmente de 3 189 millions d'euros au cours du premier semestre 2017, à comparer à une augmentation de 2 822 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette variation s'analyse comme suit à partir du tableau de flux de trésorerie simplifié du Groupe pour la période :

<i>En millions d'euros</i>	Jun 2017	Jun 2016
Autofinancement	976	1 088
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(2 277)	(1 541)
Variation des autres créances et autres dettes	(354)	(544)
Variation des encours sur crédit à la consommation	114	33
Investissements opérationnels	(991)	(1 057)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(260)	(295)
Autres flux opérationnels	56	59
Cash-flow libre	(2 736)	(2 259)
Acquisitions et cessions de filiales et de participations dans des entreprises associées	(160)	(141)
Acquisitions et cessions de participation sans changement de contrôle	(57)	0
Dividendes versés / Augmentation de capital	6	(41)
Coût de l'endettement financier net	(191)	(181)
Autres	(51)	(201)
Diminution / (Augmentation) de l'endettement net	(3 189)	(2 822)

Le cash-flow libre s'élève à (2 736) millions d'euros sur le premier semestre 2017 (à comparer à (2 259) millions d'euros sur le premier semestre 2016) après prise en compte de l'augmentation de la variation du BFR marchand de 736 millions d'euros.

Les investissements opérationnels reflètent principalement la poursuite du programme de remise à niveau des actifs et de modernisation et développement du parc, ainsi que les investissements réalisés par la filiale immobilière dédiée à la logistique créée en 2016, Cargo Property. En 2016, le montant incluait également les investissements réalisés dans le cadre de la conversion sous enseigne Carrefour des anciens magasins Dia.

2.4 Financement et ressources de liquidité

Les principales actions menées par la Direction de la Trésorerie et des Financements afin de conforter la liquidité consistent à :

- promouvoir une politique de financement prudente permettant de disposer d'une notation de crédit rendant possible l'accès aux marchés obligataires et de billets de trésorerie ;
- maintenir une présence sur le marché obligataire en émettant de manière régulière, principalement sur les Marchés Euro, en vue de disposer d'un échéancier obligataire équilibré. Le programme Euro Medium Term Notes (EMTN) dispose d'une capacité de 12 milliards d'euros. Les obligations émises sous le programme EMTN sont assorties depuis 2007 d'une clause de changement de contrôle dite « soft ». En cas de dégradation de la notation à long terme au niveau d'investissement spéculatif et si cette dégradation est consécutive à un changement de contrôle, la clause pourrait s'appliquer. Elle ne pourrait pas donner lieu à un remboursement anticipé de l'obligation, sa seule conséquence serait une augmentation du coupon ;
- utiliser le programme de billets de trésorerie du Groupe déposé à la Banque de France coté à Paris avec une capacité d'émission de 5 milliards d'euros ;



- maintenir des facilités de crédit bancaire à moyen terme disponibles et utilisables au gré des besoins du Groupe. A fin juin 2017, le Groupe dispose de deux lignes de crédits syndiqués non tirées auprès d'un pool de banques de premier rang d'un montant total de 3,9 milliards d'euros. La politique du Groupe est de maintenir ces facilités disponibles et non tirées, afin de sécuriser l'utilisation du programme de billets de trésorerie. Les crédits syndiqués sont assortis des clauses d'engagement de défaut habituelles à ce type de contrat, à savoir maintien de son rang de crédit (« pari passu »), limitation des sûretés accordées aux autres créanciers (« negative pledge »), changement de contrôle, limitation de cession substantielle d'actifs et défaut croisé. Il n'existe pas de clause de défaut en cas de modification de la notation à long terme. En revanche, la marge de tirage pourrait évoluer en cas de baisse ou de hausse de la notation à long terme (« pricing grid »). Les contrats ne contiennent aucune clause d'exigibilité anticipée en cas de changement significatif (« material adverse change »).

Le Groupe considère sa situation de liquidité comme solide. En outre, le niveau de trésorerie disponible permet de couvrir les échéances obligataires de l'année à venir.

Le profil de la dette est équilibré : le Groupe ne fait face à aucun pic de refinancement sur l'ensemble de son échéancier de dette obligataire qui présente au 30 juin 2017 une maturité moyenne de 3 ans et 9 mois.

Au 30 juin 2017, Carrefour est noté BBB+ perspective stable A-2 par l'agence S&P.

2.5 Restriction à l'utilisation des capitaux

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

2.6 Sources de financement attendues

Pour faire face à ses engagements, Carrefour peut recourir à son cash flow-libre et lever de la dette en ayant recours à ses programmes EMTN et de billets de trésorerie, ou enfin à ses lignes de crédit.



3. Perspectives pour le second semestre de l'année 2017

Pour l'année 2017, le chiffre d'affaires du Groupe Carrefour à change constant devrait croître de 2 à 4%.

Les résultats 2017 seront impactés par la performance du premier semestre ainsi que par un environnement opérationnel qui reste difficile dans certains pays au deuxième semestre. A taux de changes courants, la variation du ROC annuel 2017 par rapport à 2016 devrait être comparable à celle constatée au premier semestre 2017.

Carrefour renforcera sa discipline financière, avec des investissements entre 2,2 et 2,3 milliards d'euros sur l'année (hors Cargo Property), contre 2,4 milliards d'euros initialement prévus. Le Groupe vise un Cash-Flow libre 2017 au niveau de celui de 2016.

Le nouveau management de Carrefour est pleinement focalisé sur l'amélioration de la performance du Groupe et sur son adaptation aux évolutions rapides et profondes en cours dans le secteur. Le management reviendra vers le marché d'ici la fin de l'année.



4. Autres informations

4.1 Principes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2017 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2016, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34, et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 (textes ne trouvant pas à s'appliquer au Groupe ou sans incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe).

Les nouvelles normes et les principaux textes, adoptés ou non par l'Union européenne sont décrits dans les comptes consolidés résumés (paragraphe 1.2 « Référentiel comptable appliqué »).

4.2 Faits marquants de la période

a. Sécurisation des financements long terme du Groupe

En décembre 2016, le Groupe a exercé l'option de prorogation de la facilité de crédit d'un montant de 2 500 millions d'euros. L'exercice de cette option a été acté en janvier 2017. La prorogation permet d'étendre la maturité de cette ligne d'une année, à janvier 2022.

Le 2 mai 2017, le Groupe a par ailleurs signé la mise en place d'une nouvelle facilité de crédit bancaire auprès d'un pool bancaire de 8 banques, pour un montant de 1 400 millions d'euros et d'une maturité de 5 ans (mai 2022), assortie de deux options d'extension d'une année chacune. Cette nouvelle facilité vient en remplacement de la facilité de même montant à échéance avril 2019.

Ces opérations s'inscrivent dans la poursuite de la sécurisation des financements à long terme du groupe Carrefour, visant à maintenir la maturité moyenne des facilités de crédit (passant de 4,1 années à fin décembre 2016, à 4,7 années à fin juin 2017).

Le 7 juin 2017 (règlement en date du 14 juin 2017), le Groupe a réalisé auprès d'investisseurs institutionnels une émission d'obligations convertibles remboursables en numéraire d'un montant nominal de 500 millions de dollars américains et d'une maturité de 6 ans (échéance juin 2023). Les obligations, émises à un prix d'émission de 98,25 % de leur valeur nominale, ne verseront pas de coupon (zero-coupon). Le prix de conversion initial correspondant est de 27,7536 € (intégrant une prime de conversion de 20 % par rapport au prix de référence de l'action Carrefour). L'exercice du droit de conversion sera dénoué exclusivement en numéraire et ne donnera pas lieu à l'émission d'actions nouvelles ou à la remise d'actions existantes.

Concomitamment à l'émission des obligations, le Groupe a acheté des options d'achat à dénouement monétaire portant sur ses propres actions, afin de couvrir l'exposition économique liée au paiement en numéraire des montants dus au titre des obligations en cas d'exercice de leur droit de conversion par les investisseurs.

L'ensemble de ces opérations, qui ont été swappées en euros, procure ainsi au Groupe l'équivalent d'un financement obligataire classique en euros.

Cette opération permet au groupe Carrefour de consolider son financement à long terme, d'allonger sa maturité obligataire moyenne (passage de 3,6 à 3,9 années au 7 juin 2017) et de poursuivre la réduction de sa charge financière.



b. Acquisitions d'hypermarchés en Espagne

Le 29 février 2016, le groupe Carrefour annonçait avoir signé un accord avec le groupe Eroski en vue de l'acquisition de 36 hypers compacts d'une surface totale de 235 000 m², ainsi que 8 galeries marchandes et 22 stations-service attenantes. Les conditions suspensives ont été levées pour l'acquisition de 31 magasins.

Cette acquisition permet à Carrefour de densifier son réseau de magasins en s'implantant dans 27 nouvelles villes, et de renforcer sa position sur le marché de l'alimentaire. Le Groupe poursuit ainsi son expansion multiformat et omnicanale, au service de ses clients.

c. Paiement du dividende 2016 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 15 juin 2017, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2016 à 0,70 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.

Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 20,15 euros, correspondant à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende de 0,70 euro par action et arrondi au centime d'euro supérieur.

La période d'option ouverte le 21 juin 2017 s'étant clôturée le 4 juillet 2017, une dette de 523 millions d'euros a été enregistrée au bilan du Groupe au 30 juin 2017.

d. Lancement de l'introduction en bourse des activités du Groupe au Brésil

Le Groupe a annoncé qu'Atacadão SA, société mère des activités du groupe Carrefour au Brésil (Grupo Carrefour Brasil), a déposé en juin 2017 auprès de la Commission des Valeurs Mobilières brésilienne le prospectus en vue de la cotation des actions de Grupo Carrefour Brasil au compartiment Novo Mercado de la bourse de São Paulo. L'introduction en bourse est intervenue le 20 juillet 2017.

e. Fusion-absorption de Carmila par Cardety

Le 2 mars 2017, les sociétés Carmila et Cardety, deux sociétés foncières sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, annonçaient un projet d'accord en vue de la fusion-absorption de Carmila par Cardety, dont les actions sont cotées à Euronext Paris (compartiment C).

La fusion est intervenue le 12 juin 2017. A la suite de cette opération, le groupe Carrefour détenait 42,45 % de la nouvelle entité, dénommée Carmila.

Dans le cadre de son plan de développement, l'entité fusionnée a procédé à une augmentation de capital de 628,6 millions d'euros en juillet 2017.



4.3 Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2016.

4.4 Evénements post-clôture

a. Introduction en bourse des activités du Groupe au Brésil

Le Groupe a annoncé qu'Atacadão SA, société mère des activités du groupe Carrefour au Brésil (Grupo Carrefour Brasil), a déposé en juin 2017 auprès de la Commission des Valeurs Mobilières brésilienne le prospectus en vue de la cotation des actions de Grupo Carrefour Brasil au compartiment Novo Mercado de la bourse de São Paulo.

L'introduction en bourse est intervenue le 20 juillet 2017 et a consisté en une offre primaire de 205 882 353 actions émises par Grupo Carrefour Brasil et une offre secondaire de 34 461 489 et 56 800 000 actions de Grupo Carrefour Brasil cédées par Carrefour et par Península, respectivement.

En outre, Carrefour a accordé une option de surallocation secondaire aux banques brésiliennes participant à l'offre ayant conduit au placement de 34 369 876 actions supplémentaires détenues par le Groupe afin de couvrir les allocations excédentaires.

Sur la base du prix fixé pour l'introduction en bourse (R\$15 par action), le placement primaire de l'offre atteint R\$3,1 milliards (0,8 milliard d'euros), impliquant une valorisation des fonds propres de Grupo Carrefour Brasil au moment de l'introduction en bourse, après augmentation de capital, de R\$29,7 milliards (8,1 milliards d'euros).

Après réalisation de l'introduction en bourse et l'exercice de l'option d'achat dont disposait Península pour acquérir auprès de Carrefour 71 003 063 actions de Grupo Carrefour Brasil, Carrefour détient une participation de 71,8 % dans Grupo Carrefour Brasil, Península en détient 11,5 % et le flottant de Grupo Carrefour Brasil est de 16,7 %.

Conformément à la norme IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*, la plus-value de cession relative aux actions de Grupo Carrefour Brasil cédées par Carrefour sera comptabilisée en capitaux propres part du Groupe sur le second semestre 2017.

b. Augmentation de capital du groupe Carmila

En juillet 2017, le groupe Carmila a procédé à une augmentation de capital de 628,6 millions d'euros, destinée à financer le plan de développement 2017-2020. Cette opération fait suite à la fusion des sociétés Cardety et Carmila.

Carrefour a souscrit à l'augmentation de capital à hauteur de 50 millions d'euros. Ainsi, à l'issue de l'opération, le Groupe détient 35,76 % des actions et droits de vote de Carmila.

c. Paiement du dividende 2016 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 15 juin 2017, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2016 à 0,70 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.



A la clôture de la période d'option le 4 juillet 2017, les actionnaires ayant choisi le paiement du dividende en actions représentent 71,32 % du capital.

Le 13 juillet 2017 ont eu lieu :

- le règlement livraison des 18 442 657 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en action, suite à une augmentation du capital social et des primes d'émission de Carrefour d'un montant total de 372 millions d'euros ;
- le versement du dividende global en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (151 millions d'euros).

Aucun autre événement postérieur à la clôture n'est de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe.

4.5 Facteurs de risque

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux identifiés dans le chapitre 3.5.1 du Document de référence 2016.



Comptes consolidés résumés au 30 juin 2017

Compte de résultat consolidé	page 17
Etat du résultat global consolidé	page 18
Etat de la situation financière consolidée	page 19
Tableau des flux de trésorerie consolidé	page 20
Variation des capitaux propres consolidés	page 21
Notes annexes	page 22



Compte de résultat consolidé

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi au million d'euros près. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre différents états.

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	5.1	38 526	36 289	6,2%
Programmes de fidélisation		(298)	(271)	9,8%
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation		38 228	36 017	6,1%
Autres revenus		1 354	1 275	6,2%
Revenus totaux		39 582	37 292	6,1%
Coût des ventes		(30 762)	(28 860)	6,6%
Marge des activités courantes		8 821	8 432	4,6%
Frais généraux et amortissements	5.2	(8 200)	(7 726)	6,1%
Résultat opérationnel courant		621	706	(12,1%)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence		13	(21)	(161,3%)
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence		633	686	(7,6%)
Produits et charges non courants	5.3	(150)	(114)	31,8%
Résultat opérationnel		484	572	(15,4%)
Résultat financier	10.5	(247)	(248)	(0,4%)
Coût de l'endettement financier net		(191)	(181)	5,7%
Autres produits et charges financiers		(56)	(68)	(16,9%)
Résultat avant impôts		236	324	(27,0%)
Impôts sur les résultats	7	(89)	(101)	(12,3%)
Résultat net des activités poursuivies		148	222	(33,7%)
Résultat net des activités abandonnées	11.2	(1)	(28)	
Résultat net de la période		147	194	(24,3%)
dont Résultat net - part du Groupe		78	129	(39,8%)
dont Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe		79	158	(50,2%)
dont Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe		(1)	(28)	
dont Résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		69	65	6,6%

Résultat de base par action, en euros	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	Prog
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action	0,10	0,22	(51,3%)
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action	(0,00)	(0,04)	
Résultat net, part du Groupe, par action	0,10	0,18	(41,1%)

Résultat dilué par action, en euros	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	Prog
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action	0,10	0,22	(51,3%)
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action	(0,00)	(0,04)	
Résultat net part du Groupe par action	0,10	0,18	(41,1%)

Le détail du calcul du résultat par action est présenté en note 9.2.



Etat du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net de la période		147	194
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie ⁽¹⁾	9.1	(22)	(8)
Variation des actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	9.1	(2)	(5)
Variation des écarts de conversion ⁽²⁾	9.1	(240)	279
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat		(264)	267
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁽¹⁾	8.2/9.1	26	(80)
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat		26	(80)
Autres éléments du résultat global, après impôt		(239)	187
Résultat global de la période		(92)	381
dont part du Groupe		(106)	235
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		14	146

(1) Rubriques présentées nettes d'impôt (détail présenté en note 9.1).

(2) La variation des écarts de conversion au cours du 1^{er} semestre 2017 s'explique essentiellement par la dépréciation du réal brésilien. Au cours du 1^{er} semestre 2016, la variation positive résultait de l'appréciation de la monnaie brésilienne.



Etat de la situation financière consolidée

Actif			
<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Goodwill	6.1	8 679	8 640
Autres immobilisations incorporelles		1 306	1 266
Immobilisations corporelles	6.2	13 236	13 406
Immeubles de placement	6.3	332	314
Titres mis en équivalence		1 327	1 361
Autres actifs financiers non courants		1 418	1 430
Encours clients des sociétés financières - Part à plus d'un an	5.5	2 477	2 371
Impôts différés actifs		841	829
Autres actifs non courants		276	79
Actifs non courants		29 892	29 697
Stocks		6 863	7 039
Créances commerciales		2 636	2 682
Encours clients des sociétés financières - Part à moins d'un an	5.5	3 655	3 902
Autres actifs financiers courants		252	239
Créances fiscales		886	1 044
Autres actifs		995	907
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.2	1 615	3 305
Actifs détenus en vue de leur vente		20	31
Actifs courants		16 922	19 148
TOTAL ACTIF		46 814	48 845
Passifs et capitaux propres			
<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Capital social		1 891	1 891
Réserves consolidées (y compris résultat)		7 862	8 536
Capitaux propres-part du Groupe		9 753	10 426
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 526	1 582
Capitaux propres		11 279	12 008
Dettes financières - Part à plus d'un an	10.2	6 586	6 200
Provisions	8.1	2 937	3 064
Refinancement des encours clients - Part à plus d'un an	5.5	2 574	1 935
Impôts différés passifs		549	543
Passifs non courants		12 646	11 742
Dettes financières - Part à moins d'un an	10.2	3 001	1 875
Fournisseurs et autres créditeurs		12 784	15 396
Refinancement des encours clients - Part à moins d'un an	5.5	2 774	3 395
Dettes fiscales		1 084	1 260
Autres passifs		3 233	3 153
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente		14	16
Passifs courants		22 890	25 095
TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES		46 814	48 845



Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
RESULTAT AVANT IMPÔT	236	324
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Impôts	(259)	(140)
Dotations aux amortissements	811	757
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	(20)	(33)
Variation des provisions et impairment	0	(1)
Coût de l'endettement financier net	191	181
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	20	26
Impact des activités abandonnées	(3)	(25)
Autofinancement	976	1 088
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	(2 631)	(2 085)
Impact des activités abandonnées	(1)	(11)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(1 655)	(1 008)
Variation des encours sur crédit à la consommation	114	33
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(1 541)	(975)
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽²⁾	(991)	(1 057)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	26	11
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées ⁽³⁾	(169)	(147)
Cessions de filiales et participations dans des entreprises associées	9	6
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	58	92
Cessions d'actifs financiers non courants	2	1
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations ⁽²⁾	(262)	(284)
Sous Total Investissements nets de désinvestissements	(1 326)	(1 378)
Autres emplois	(71)	(16)
Impact des activités abandonnées	1	5
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(1 396)	(1 388)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁴⁾	90	140
Acquisitions et cessions de participations sans changement de contrôle	(57)	0
Dividendes versés par Carrefour (société mère) ⁽⁵⁾	0	(121)
Dividendes versés par les sociétés consolidées aux intérêts hors Groupe	(84)	(60)
Variation des actions propres et autres instruments	(2)	(4)
Variation des actifs financiers courants	(69)	107
Emission d'emprunts obligataires ⁽⁶⁾	387	750
Remboursement d'emprunts obligataires ⁽⁶⁾	(250)	0
Intérêts financiers nets versés	(222)	(202)
Autres variations de l'endettement ⁽⁷⁾	1 520	662
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	1 313	1 272
Variation nette de la trésorerie avant effet change	(1 623)	(1 091)
Incidence des variations de change	(66)	54
Variation nette de la trésorerie	(1 690)	(1 037)
Trésorerie à l'ouverture de la période	3 305	2 724
Trésorerie à la clôture de la période	1 615	1 688

(1) La variation du besoin en fonds de roulement est détaillée en note 5.4.

(2) Les investissements reflètent principalement la poursuite du programme de remise à niveau des actifs et de modernisation et développement du parc, ainsi que les investissements réalisés par la filiale immobilière dédiée à la logistique créée en 2016, Cargo Property. En 2016, le montant incluait également les investissements réalisés dans le cadre de la conversion sous enseigne Carrefour des anciens magasins Dia.

(3) Cette ligne correspond principalement à l'acquisition de magasins en Espagne (opération décrite en note 3.2). En 2016, ce poste s'expliquait essentiellement par l'acquisition de la société Billa en Roumanie.

(4) En 2017 comme en 2016, ce poste correspond principalement au montant du capital de la filiale Cargo Property Holding souscrit et versé au cours de la période par les tiers investisseurs (participations ne donnant pas le contrôle).

(5) Le dividende voté lors de l'Assemblée générale du 15 juin 2017 a été versé le 13 juillet 2017 (cf. notes 3.3 et 11.5.3). En 2016, le dividende avait été versé le 21 juin (dividende de 121 millions d'euros versé en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions).

(6) Cf. note 10.2.

(7) Cette ligne correspond essentiellement à l'émission de billets de trésorerie (cf. note 10.2).



Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capitaux Propres part du Groupe				Total Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital social	Ecart de conversion	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers ⁽¹⁾	Autres réserves et résultats			
Capitaux propres au 31 décembre 2015	1 846	(835)	(7)	8 628	9 633	1 039	10 672
Résultat net - 1 ^{er} semestre 2016				129	129	65	194
Autres éléments du résultat global, après impôt		198	(14)	(79)	106	81	187
Résultat global du 1^{er} semestre 2016		198	(14)	50	235	146	381
Actions propres (net d'impôt)				(1)	(1)	-	(1)
Dividendes au titre de l'exercice 2015 ⁽²⁾	44			(165)	(121)	(60)	(181)
Variation de capital et primes ⁽³⁾					-	439	439
Effet des variations de périmètre et autres mouvements				(1)	(1)	(15)	(16)
Capitaux propres au 30 juin 2016	1 891	(636)	(20)	8 510	9 745	1 549	11 294
Résultat net - 2 nd semestre 2016				617	617	83	700
Autres éléments du résultat global, après impôt		63	17	(27)	52	19	71
Résultat global du 2nd semestre 2016		63	17	589	669	102	771
Paiement fondés sur des actions				3	3	-	3
Actions propres (net d'impôt)				50	50	-	50
Dividendes au titre de l'exercice 2015					-	(66)	(66)
Variation de capital et primes					-	4	4
Effet des variations de périmètre et autres mouvements		5	1	(45)	(40)	(7)	(47)
Capitaux propres au 31 décembre 2016	1 891	(569)	(3)	9 108	10 426	1 582	12 008
Résultat net - 1 ^{er} semestre 2017				78	78	69	147
Autres éléments du résultat global, après impôt		(185)	(24)	26	(184)	(55)	(239)
Résultat global du 1^{er} semestre 2017		(185)	(24)	103	(106)	14	(92)
Paiements fondés sur des actions				7	7	1	8
Actions propres (net d'impôt)				(2)	(2)	-	(2)
Dividendes au titre de l'exercice 2016 ⁽⁴⁾				(523)	(523)	(61)	(584)
Variation de capital et primes				14	14	(17)	(3)
Effet des variations de périmètre et autres mouvements				(64)	(64)	7	(57)
Capitaux propres au 30 juin 2017	1 891	(754)	(28)	8 644	9 753	1 526	11 279

(1) Ce poste est constitué de :

- la réserve de couverture (partie efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie) ;
- la réserve de juste valeur (variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente).

(2) Le dividende distribué par Carrefour S.A. au titre de 2015, d'un montant total de 509 millions d'euros, a été versé au cours du 1^{er} semestre 2016 :

- en numéraire pour 121 millions d'euros et
- en actions nouvelles pour 388 millions d'euros (44 millions d'euros de hausse du capital social et 344 millions d'euros de primes d'émission).

(3) L'augmentation des participations ne donnant pas le contrôle observée sur le 1^{er} semestre 2016 correspond essentiellement à la quote-part du capital de la filiale Cargo Property Holding souscrit par les tiers investisseurs (y compris montant du capital non encore appelé).

(4) Le dividende distribué par Carrefour S.A. au titre de 2016 présenté sur cette ligne (523 millions d'euros) correspond au montant total du dividende acté en Assemblée générale le 15 juin 2017 ; ce dividende s'est traduit le 13 juillet 2017 par un paiement de 151 millions d'euros et l'émission d'actions nouvelles pour 372 millions d'euros (cf. notes 3.3 et 11.5.3).



Notes annexes

Note 1 : Bases de préparation des comptes consolidés résumés	page 23
Note 2 : Saisonnalité de l'activité	page 26
Note 3 : Faits marquants de la période	page 26
Note 4 : Information sectorielle	page 28
Note 5 : Données opérationnelles	page 29
Note 6 : Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	page 32
Note 7 : Impôts sur les résultats	page 33
Note 8 : Provisions et avantages du personnel	page 33
Note 9 : Capitaux propres et résultat par action	page 34
Note 10 : Actifs, passifs et résultat financiers	page 36
Note 11 : Autres informations	page 40



NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES RESUMES

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 ont été examinés par le Conseil d'administration le 30 août 2017.

Carrefour (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2017 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et les intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées et co-entreprises). Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2017 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2017 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec des données comparatives (premier semestre 2016 ou 31 décembre 2016) établies selon le même référentiel.

Les normes internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), les interprétations de l'IFRS IC (*International Financial Reporting Standards Interpretation Committee*) et du SIC (*Standard Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Au 30 juin 2017, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB à l'exception de la norme IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* qui n'a été adoptée que partiellement ; cette divergence est sans effet sur les comptes du Groupe.

1.2 Référentiel comptable appliqué

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2017 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2016, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* (cf. note 1.3), et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017, sous réserve de leur approbation par l'Union Européenne. Ces textes sont les suivants :

- Amendements à IAS 7 – *Initiative concernant les informations à fournir* ;
- Amendements à IAS 12 – *Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre des pertes latentes* ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2014-2016.

Ces textes n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2017. Ces textes sont les suivants :

Textes adoptés par l'Union Européenne :

- Norme IFRS 9 – *Instruments financiers*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. Ces principes viendront remplacer ceux actuellement énoncés par la norme IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La norme IFRS 9 introduit notamment une nouvelle classification des instruments financiers et un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers, fondé sur les pertes attendues, en remplacement du modèle actuel basé sur les pertes avérées.



Le Groupe étudie actuellement la mise en œuvre de cette nouvelle norme, dont l'impact portera essentiellement sur l'activité de banque et d'assurance ; la mesure de l'incidence sur la classification et l'évaluation des instruments financiers ainsi que sur la dépréciation des actifs financiers n'est pas encore raisonnablement estimable à ce stade.

- Norme IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme définit le modèle de reconnaissance des revenus et viendra remplacer les normes IAS 18 – *Produits des activités ordinaires* et IAS 11 – *Contrats de construction* et les interprétations y afférentes. Le Groupe étudie actuellement la mise en œuvre de cette nouvelle norme ; la mesure de l'incidence sur le montant et le calendrier de reconnaissance des revenus du Groupe n'est pas encore raisonnablement estimable à ce stade.

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne :

- Norme IFRS 16 – *Contrats de location*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 selon l'IASB. Cette norme, qui remplacera la norme IAS 17 – *Contrats de location* et les interprétations y afférentes, établit les principes de comptabilisation des contrats de location et va conduire à enregistrer au bilan du preneur la plupart des contrats de location selon un modèle unique (abandon pour les preneurs de la classification en contrats de location simple ou contrats de location-financement). Elle affectera donc la présentation de ces opérations au compte de résultat (amortissements et charge d'intérêt, en remplacement de la charge de loyers) et au tableau des flux de trésorerie (les paiements, au titre des intérêts et du remboursement de la dette affecteront les flux de financement) ; au bilan, les actifs immobilisés et les dettes de location seront augmentés. Le Groupe étudie actuellement la mise en œuvre de cette nouvelle norme ; la mesure de l'incidence n'est pas encore raisonnablement estimable à ce stade.
- Amendements à IFRS 10 et à IAS 28 – *Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise* (application reportée par l'IASB à une date indéterminée) ;
- Clarification d'IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB) ;
- Amendements à IFRS 2 – *Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions* (d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB) ;
- Amendements à IFRS 4 – *Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance* (d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB) ;
- Amendements à IAS 40 – *Transferts d'immeubles de placement* (d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB) ;
- Interprétation IFRIC 22 – *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB) ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2014-2016 ;
- Interprétation IFRIC 23 – *Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat* (d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 selon l'IASB) ;
- Norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* (d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021 selon l'IASB).

Les incidences éventuelles de ces textes sur les comptes consolidés sont en cours d'évaluation.

1.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

1.3.1 Principes de présentation

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, inclus dans le document de référence déposé auprès de l'AMF (disponible sur demande au siège de la Société, au 33 avenue Emile Zola – 92100 Boulogne-Billancourt, ou sur son site internet www.carrefour.com).



1.3.2 Estimation de la charge d'impôt

Conformément à IAS 34, la charge d'impôt du 1^{er} semestre est déterminée sur la base du taux d'impôt annuel moyen pondéré estimé au titre de l'exercice 2017 (taux effectif d'impôt), pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal (cf. note 7).

1.3.3 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

La provision pour engagements de retraite et avantages assimilés est comptabilisée sur la base des projections faites par les actuaires, qui se fondent sur les données de la clôture de l'exercice précédent. Le taux d'actualisation des principaux pays contributeurs (zone euro) est revu au 30 juin (cf. note 8). En cas d'évolutions significatives des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur, population concernée), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.

1.4 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre le traitement comptable adéquat de certaines transactions et activités.

Les principales estimations faites par la Direction et jugements exercés pour l'établissement des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

1.5 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis sur la base du coût historique, à l'exception des actifs acquis et passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises, de certains actifs et passifs financiers, qui sont évalués à la juste valeur, ainsi que des actifs non courants détenus en vue de la vente, qui sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais liés à la vente.

La notion de juste valeur s'entend comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Conformément à la hiérarchie définie dans la norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur*, il existe trois niveaux de juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée par des modèles utilisant des données d'entrée qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.



NOTE 2 : SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

A l'instar des autres groupes de grande distribution, Carrefour exerce une activité dont le volume varie de manière sensible au cours de l'année, ce qui peut rendre les comptes consolidés du premier et du deuxième semestre difficilement comparables. Les effets de cette saisonnalité sont particulièrement marqués au niveau du résultat opérationnel courant et de la génération de flux de trésorerie.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une légère saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. En 2016, le chiffre d'affaires au premier semestre s'est ainsi élevé à 36 289 millions d'euros, soit 47% du chiffre d'affaires annuel de 76 645 millions d'euros. L'essentiel des charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements, ...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second.

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également affectés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

3.1 Sécurisation des financements long terme du Groupe

En décembre 2016, le Groupe a exercé l'option de prorogation de la facilité de crédit d'un montant de 2 500 millions d'euros. L'exercice de cette option a été acté en janvier 2017. La prorogation permet d'étendre la maturité de cette ligne d'une année, à janvier 2022.

Le 2 mai 2017, le Groupe a par ailleurs signé la mise en place d'une nouvelle facilité de crédit bancaire auprès d'un pool bancaire de 8 banques, pour un montant de 1 400 millions d'euros et d'une maturité de 5 ans (mai 2022), assortie de deux options d'extension d'une année chacune. Cette nouvelle facilité vient en remplacement de la facilité de même montant à échéance avril 2019.

Ces opérations s'inscrivent dans la poursuite de la sécurisation des financements à long terme du groupe Carrefour, visant à maintenir la maturité moyenne des facilités de crédit (passant de 4,1 années à fin décembre 2016, à 4,7 années à fin juin 2017).

Le 7 juin 2017 (règlement en date du 14 juin 2017), le Groupe a réalisé auprès d'investisseurs institutionnels une émission d'obligations convertibles remboursables en numéraire d'un montant nominal de 500 millions de dollars américains et d'une maturité de 6 ans (échéance juin 2023). Les obligations, émises à un prix d'émission de 98,25 % de leur valeur nominale, ne verseront pas de coupon (zero-coupon). Le prix de conversion initial correspondant est de 27,7536 € (intégrant une prime de conversion de 20 % par rapport au prix de référence de l'action Carrefour). L'exercice du droit de conversion sera dénoué exclusivement en numéraire et ne donnera pas lieu à l'émission d'actions nouvelles ou à la remise d'actions existantes.

Concomitamment à l'émission des obligations, le Groupe a acheté des options d'achat à dénouement monétaire portant sur ses propres actions, afin de couvrir l'exposition économique liée au paiement en numéraire des montants dus au titre des obligations en cas d'exercice de leur droit de conversion par les investisseurs.

L'ensemble de ces opérations, qui ont été swappées en euros, procure ainsi au Groupe l'équivalent d'un financement obligataire classique en euros (cf. description du traitement comptable en note 10.2).

Cette opération permet au groupe Carrefour de consolider son financement à long terme, d'allonger sa maturité obligataire moyenne (passage de 3,6 à 3,9 années au 7 juin 2017) et de poursuivre la réduction de sa charge financière.



3.2 Acquisition d'hypermarchés en Espagne

Le 29 février 2016, le groupe Carrefour annonçait avoir signé un accord avec le Groupe Eroski en vue de l'acquisition de 36 hypers compacts d'une surface totale de 235 000 m², ainsi que 8 galeries marchandes et 22 stations-service attenantes.

Les conditions suspensives ont été levées pour l'acquisition de 31 magasins. Les impacts comptables de cette opération sont présentés dans la note 11.1.1.

Cette acquisition permet à Carrefour de densifier son réseau de magasins en s'implantant dans 27 nouvelles villes, et de renforcer sa position sur le marché de l'alimentaire. Le Groupe poursuit ainsi son expansion multiformat et omnicanale, au service de ses clients.

3.3 Paiement du dividende 2016 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 15 juin 2017, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2016 à 0,70 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.

Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 20,15 euros, correspondant à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende de 0,70 euro par action et arrondi au centime d'euro supérieur.

La période d'option ouverte le 21 juin 2017 s'étant clôturée le 4 juillet 2017, une dette de 523 millions d'euros a été enregistrée au bilan du Groupe au 30 juin 2017 (cf. note 11.5.3).

3.4 Lancement de l'introduction en bourse des activités du Groupe au Brésil

Le Groupe a annoncé qu'Atacadão SA, société mère des activités du groupe Carrefour au Brésil (Grupo Carrefour Brasil), a déposé en juin 2017 auprès de la Commission des Valeurs Mobilières brésilienne le prospectus en vue de la cotation des actions de Grupo Carrefour Brasil au compartiment Novo Mercado de la bourse de São Paulo.

L'introduction en bourse est intervenue le 20 juillet 2017. L'opération est détaillée en note 11.5.1.

3.5 Fusion-absorption de Carmila par Cardety

Le 2 mars 2017, les sociétés Carmila et Cardety, deux sociétés foncières sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, annonçaient un projet d'accord en vue de la fusion-absorption de Carmila par Cardety, dont les actions sont cotées à Euronext Paris (compartiment C).

La fusion est intervenue le 12 juin 2017. A la suite de cette opération, le groupe Carrefour détenait 42,45 % de la nouvelle entité, dénommée Carmila.

Dans le cadre de son plan de développement, l'entité fusionnée a procédé à une augmentation de capital de 628,6 millions d'euros en juillet 2017 (cf. note 11.5.2).



NOTE 4 : INFORMATION SECTORIELLE

4.1 Résultats sectoriels

1 ^{er} semestre 2017 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	38 526	17 307	10 010	8 075	3 135	0
Autres Revenus	1 354	425	326	420	154	30
Résultat opérationnel courant avant amortissement	1 431	539	375	407	104	6
Résultat opérationnel courant	621	199	149	293	12	(33)
Investissements corporels et incorporels	991	384	224	259	50	73
Dotations aux amortissements ⁽¹⁾	(810)	(340)	(226)	(114)	(91)	(39)

1 ^{er} semestre 2016 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	36 289	17 179	9 428	6 453	3 229	0
Autres Revenus	1 275	456	305	339	150	26
Résultat opérationnel courant avant amortissement	1 448	625	359	359	93	13
Résultat opérationnel courant	706	312	155	273	(7)	(26)
Investissements corporels et incorporels	1 057	548	183	197	62	68
Dotations aux amortissements ⁽¹⁾	(742)	(313)	(204)	(86)	(100)	(39)

(1) Y compris amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes.

4.2 Bilans sectoriels

30/06/2017 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 679	4 779	3 221	570	108	1
Autres immobilisations incorporelles	1 306	299	409	147	24	427
Immobilisations corporelles	13 236	5 723	3 835	2 680	987	12
Immeubles de placement	332	3	160	40	129	-
Autres actifs sectoriels	17 787	9 608	3 311	3 689	851	328
Total Actifs sectoriels	41 341	20 411	10 935	7 127	2 099	769
Autres actifs non affectés	5 473					
Total Actif	46 814					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	22 449	11 168	4 816	3 633	1 978	854
Autres passifs non affectés	13 087					
Total Passifs	35 536					

31/12/2016 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 640	4 775	3 124	627	112	1
Autres immobilisations incorporelles	1 266	298	395	158	25	390
Immobilisations corporelles	13 406	5 716	3 782	2 815	1 079	14
Immeubles de placement	314	3	128	46	137	-
Autres actifs sectoriels	17 945	9 342	3 324	3 851	1 086	342
Total Actifs sectoriels	41 571	20 134	10 754	7 497	2 438	748
Autres actifs non affectés	7 274					
Total Actif	48 845					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	25 139	11 927	5 767	4 597	2 429	420
Autres passifs non affectés	11 698					
Total Passifs	36 837					



NOTE 5 : DONNEES OPERATIONNELLES

5.1 Chiffre d'affaires hors taxes

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	Prog. en %
Chiffre d'affaires hors taxes	38 526	36 289	6,2%

A taux de change constants, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2017 aurait été de 37 454 millions d'euros, soit une hausse de 3,2 %.

L'incidence de la variation des taux de change s'élève à 1 072 millions d'euros au 30 juin 2017, dont 1 017 millions d'euros pour la zone Amérique latine et 44 millions d'euros pour la zone Asie.

Chiffre d'affaires hors taxes par pays

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
France	17 307	17 179	Amérique latine	8 075	6 453
Europe (hors France)	10 010	9 428	Brésil	6 671	5 151
Espagne	3 967	3 709	Argentine	1 404	1 302
Italie	2 429	2 383	Asie	3 135	3 229
Belgique	1 942	1 946	Chine	2 174	2 371
Pologne	839	771	Taiwan	961	858
Roumanie	832	618			

5.2 Frais généraux et amortissements

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	Prog. en %
Frais généraux	(7 419)	(7 006)	5,9%
Amortissements	(781)	(720)	8,4%
Total Frais généraux et amortissements	(8 200)	(7 726)	6,1%

Frais généraux

Les frais généraux se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	Prog. en %
Frais de personnel	(4 330)	(4 014)	7,9%
Locations immobilières	(540)	(506)	6,9%
Publicité	(471)	(434)	8,4%
Honoraires	(438)	(426)	2,8%
Entretien et réparation	(421)	(387)	8,8%
Energie et électricité	(316)	(324)	(2,3%)
Taxes ⁽¹⁾	(380)	(425)	(10,5%)
Autres frais généraux	(522)	(489)	6,7%
Total Frais généraux	(7 419)	(7 006)	5,9%

(1) Comprend la taxe sur les surfaces commerciales en France (TaSCom), dont le traitement comptable en application d'IFRIC 21 – Taxes, a été modifié au cours du 2nd semestre 2016, suite aux amendements apportés à la loi du 13 juillet 1972 relative à la TaSCom par la loi de finances rectificative pour 2015 et par la loi de finances pour 2017. Ces modifications portent notamment sur l'introduction d'un deuxième fait générateur de la taxe, selon lequel l'exploitant qui cesse d'exploiter un établissement imposable en cours d'année est également redevable de la taxe, au prorata de la durée de son exploitation l'année de la cessation. Ce changement législatif a conduit le Groupe à comptabiliser sur le 1^{er} semestre 2017 la taxe au prorata du chiffre d'affaires réalisé sur la période (l'intégralité de la TaSCom était jusqu'alors comptabilisée au cours du 1^{er} semestre, soit 106 millions d'euros au 30 juin 2016).



Amortissements

En prenant en compte les amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à 810 millions d'euros au 30 juin 2017 (742 millions d'euros 30 juin 2016).

5.3 Produits et charges non courants

Certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence sont comptabilisés en autres produits et charges non courants, afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Le résultat non courant se décompose par nature de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat de cession d'actifs	13	30
Coûts de réorganisation	(102)	(89)
Autres produits et charges non courants	(30)	(33)
Résultat non courant avant dépréciation et pertes sur actifs	(119)	(93)
Dépréciations et pertes sur actifs	(31)	(21)
Produits et charges non courants	(150)	(114)
Dont :		
<i>total des produits non courants</i>	21	45
<i>total des charges non courantes</i>	(171)	(158)

Les coûts de réorganisation découlent des plans de rationalisation des structures en cours de déploiement dans plusieurs pays du Groupe. La charge comptabilisée sur le 1^{er} semestre 2017 comprend notamment les coûts liés à la refonte des chaînes logistiques en France et au plan d'intégration des hypermarchés acquis en Espagne.

5.4 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement comprise dans la variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation du tableau de flux de trésorerie se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016	Variation
Variation des stocks	(19)	8	(27)
Variation des créances commerciales	(37)	(40)	3
Variation des créances et dettes fournisseurs	(2 183)	(1 485)	(698)
Variation des dettes de fidélité	(38)	(25)	(13)
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(2 277)	(1 541)	(735)
Variation des autres créances et autres dettes	(354)	(544)	190
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 631)	(2 085)	(546)



5.5 Activités de banque et d'assurance

5.5.1 Encours clients des sociétés financières

Au 30 juin 2017, les encours clients s'élevaient à 6 131 millions d'euros (à comparer à 6 273 millions d'euros au 31 décembre 2016) et se composent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Encours cartes	4 189	4 432
Encours prêts	2 473	2 347
Encours crédits (liés à des achats magasins)	54	69
Autres encours	269	289
Dépréciation	(854)	(863)
Total Encours clients	6 131	6 273
<i>Part à moins d'un an</i>	<i>3 655</i>	<i>3 902</i>
<i>Part à plus d'un an</i>	<i>2 477</i>	<i>2 371</i>

5.5.2 Refinancement des encours clients des sociétés financières

Le refinancement de ces encours à hauteur de 5 347 millions d'euros au 30 juin 2017 (5 330 millions d'euros au 31 décembre 2016) est assuré par les sources de financement suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires	1 912	1 846
Dettes représentées par un titre (certificats de dépôt, BMTN)	1 084	1 251
Emprunts bancaires ⁽¹⁾	588	317
Comptes sur livret clients	543	501
Titrisation ⁽²⁾	410	510
Autres dettes de refinancement auprès des établissements financiers	811	905
Total Refinancement des encours clients	5 347	5 330
<i>Part à moins d'un an</i>	<i>2 774</i>	<i>3 395</i>
<i>Part à plus d'un an</i>	<i>2 574</i>	<i>1 935</i>

(1) Souscription par Carrefour Banque d'un emprunt de 400 millions d'euros auprès de la Banque Centrale Européenne (4 ans - échéance mars 2021, zéro-coupon).

(2) Ce poste se compose de l'opération de titrisation « Master Credit Cards Pass » lancée par Carrefour Banque en novembre 2013, compartimentée et rechargeable, portant sur un encours titrisé de 560 millions d'euros et ayant permis de lever 400 millions d'euros. Le solde au 30 juin 2017 s'élève à 410 millions d'euros (510 millions d'euros au 31 décembre 2016). Le fonds commun de titrisation est consolidé dans les comptes du Groupe.



NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

6.1 Goodwill

La valeur des goodwill constatés par le Groupe fait l'objet d'un suivi généralement au niveau des secteurs opérationnels constitués par les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités au travers de magasins intégrés.

La valeur nette comptable des goodwill se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
France	4 779	4 775
Italie	960	960
Belgique	956	956
Espagne	948	862
Brésil	523	575
Pologne	249	239
Roumanie	108	108
Autres pays	156	166
Total Goodwill	8 679	8 640

La variation de la période correspond principalement au goodwill provisoire comptabilisé dans le cadre de l'acquisition réalisée en Espagne (cf. notes 3.2 et 11.1.1), partiellement compensé par l'incidence de l'évolution du taux de change au Brésil.

Tests de perte de valeur au 30 juin 2017

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe réalise des tests sur la valeur nette comptable de ses immobilisations incorporelles non amorties au minimum une fois par an. Ces tests sont réalisés en fin d'année. A chaque arrêté intermédiaire, conformément à la norme, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices.

Au 30 juin 2017, les tests menés par le Groupe n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur.

6.2 Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/17	31/12/2016
Terrains	2 585	2 565
Constructions	10 252	10 200
Matériel, agencements et installations	15 582	15 458
Autres immobilisations	440	430
Immobilisations en cours	749	789
Terrains en location financement	452	460
Constructions en location financement	1 167	1 182
Matériel, agencements et installations en location financement	84	84
Valeur brute des immobilisations corporelles	31 311	31 169
Amortissements	(16 544)	(16 237)
Amortissements des immobilisations en location financement	(975)	(968)
Dépréciations	(556)	(558)
Total Immobilisations corporelles	13 236	13 406



6.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement détenus par le Groupe sont principalement constitués de galeries commerciales construites à proximité des magasins. Leur valeur nette comptable et leur juste valeur (estimée par capitalisation des loyers futurs ou par des expertises indépendantes) s'établissent respectivement à 332 millions d'euros et 745 millions d'euros au 30 juin 2017, à comparer à 314 millions d'euros et 681 millions d'euros au 31 décembre 2016.

NOTE 7 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Les impôts sur les résultats s'élèvent à 89 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017, soit un taux effectif d'impôt de 37,5 %, contre 101 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016 correspondant à un taux effectif de 31,3 %. Ils résultent de l'application du taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice 2017 au résultat avant impôt du 1^{er} semestre 2017. Les incidences fiscales des transactions spécifiques sont enregistrées sur la période.

NOTE 8 : PROVISIONS ET AVANTAGES DU PERSONNEL

8.1 Variations des provisions

(en millions d'euros)	31/12/2016	Ecart de conversion	Dotations	Actualisation	Reprises sans utilisation	Reprises avec utilisation	Autres	30/06/2017
Engagements vis-à-vis du personnel	1 279	(1)	42	(37)	(0)	(14)	0	1 269
Litiges	1 312	(79)	136	-	(71)	(67)	(4)	1 227
<i>Litiges fiscaux</i>	885	(55)	61	-	(26)	(7)	4	863
<i>Litiges sociaux</i>	243	(14)	50	-	(26)	(43)	(8)	200
<i>Litiges légaux</i>	184	(9)	25	-	(19)	(17)	0	164
Réorganisations	98	(1)	19	-	(4)	(29)	(0)	83
Autres ⁽¹⁾	375	(0)	37	-	(15)	(40)	0	357
Total Provisions	3 064	(81)	233	(37)	(90)	(150)	(4)	2 937

(1) Les autres provisions sont principalement composées de provisions visant à couvrir les risques techniques liés principalement à l'activité d'assurances, ainsi que de provisions pour contrats onéreux.

8.2 Engagements vis-à-vis du personnel (avantages postérieurs à l'emploi)

L'obligation du Groupe au titre des avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies) est déterminée en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu pour la France, la Belgique et l'Italie s'élève à 1,45 % (1,2 % au 31 décembre 2016). Ces taux sont fondés sur un indice qui regroupe la performance d'obligations *corporate* notées AA dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes.

(en millions d'euros)	France	Belgique	Italie	Autres pays	Total Groupe
Provision au 31 décembre 2016	858	253	136	32	1 279
<i>Coûts des services</i>	30	8	0	0	37
<i>Charges d'intérêts (effet de l'actualisation)</i>	5	3	1	0	9
<i>Produits d'intérêts sur les actifs de couverture</i>	(0)	(1)	-	(0)	(2)
<i>Autres éléments</i>	(1)	-	-	-	(1)
Impact au compte de résultat	34	9	1	0	45
Prestations payées directement par l'employeur	(3)	(6)	(4)	-	(12)
Ecart actuariels	(24)	(10)	(3)	0	(37)
Autres	(0)	(4)	0	(2)	(5)
Provision au 30 juin 2017	866	242	130	31	1 269



La charge nette du 1^{er} semestre 2017, soit 45 millions d'euros, a été comptabilisée en frais de personnel à hauteur de 37 millions d'euros et en résultat financier à hauteur de 7 millions d'euros.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une hausse de 25 points de base du taux d'actualisation aurait eu une incidence de l'ordre de (39) millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie ;
- une hausse de 25 points de base du taux d'inflation aurait eu une incidence de l'ordre de 18 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie.

8.3 Paiements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions correspondent au plan d'attribution gratuite d'actions mis en place par le Groupe sur le 2nd semestre 2016 (portant sur un nombre maximal de 1 950 000 actions de Carrefour S.A., dont l'acquisition est soumise à une condition de présence et à plusieurs conditions de performance) et au plan de stock-options mis en place au Brésil sur le 1^{er} semestre 2017 (portant sur un nombre maximal de 9 283 783 actions d'Atacadao S.A., dont l'acquisition est soumise à une condition de présence).

La charge constatée dans le résultat du 1^{er} semestre 2017 au titre des paiements en actions s'élève à 8 millions d'euros (hors charges sociales), comptabilisée en charges de personnel dans le résultat opérationnel courant, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres (charge nulle au 1^{er} semestre 2016).

NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

9.1 Autres éléments du résultat global

en millions d'euros

Part du Groupe	1 ^{er} semestre 2017			1 ^{er} semestre 2016		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	(36)	12	(24)	(10)	3	(7)
Variation des actifs disponibles à la vente	(1)	1	(1)	(6)	(1)	(7)
Variation des écarts de conversion	(185)	0	(185)	198	0	198
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(222)	13	(209)	182	2	185
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	36	(11)	26	(115)	36	(79)
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	36	(11)	26	(115)	36	(79)
Total - Part du Groupe	(186)	2	(184)	68	38	106

Participations ne donnant pas le contrôle	1 ^{er} semestre 2017			1 ^{er} semestre 2016		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	3	(1)	2	(2)	1	(1)
Variation des actifs disponibles à la vente	(2)	1	(2)	3	(1)	2
Variation des écarts de conversion	(56)	0	(56)	81	0	81
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(55)	(0)	(55)	83	(1)	82
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	0	(0)	0	(1)	0	(1)
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	0	(0)	0	(1)	0	(1)
Total - Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(55)	(0)	(55)	81	(0)	81



9.2 Résultat par action (part du Groupe)

Résultat net par action avant dilution	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net des activités poursuivies	79	158
Résultat net des activités abandonnées	(1)	(28)
Résultat net total	78	129
Nombre d'actions moyen pondéré ⁽¹⁾	748 320 742	731 685 149
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,10	0,22
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	(0,00)	(0,04)
Résultat net total par action (en euros)	0,10	0,18

(1) En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat par action 2016 a été ajusté pour prendre en compte l'effet de la distribution de dividendes en actions intervenue le 13 juillet 2017 (retraitement rétrospectif de l'effet de la décote de 10 % appliquée au prix d'émission des actions émises en paiement du dividende, effet déterminé selon la méthode du rachat d'actions).

Résultat net par action après dilution	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net des activités poursuivies	79	158
Résultat net des activités abandonnées	(1)	(28)
Résultat net total	78	129
Nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution	748 320 742	731 685 149
Actions dilutives	409 210	-
<i>Plans d'actions gratuites</i>	409 210	-
<i>Plans de stocks options</i>	-	-
Nombre d'actions retraité, après dilution éventuelle	748 729 953	731 685 149
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,10	0,22
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	(0,00)	(0,04)
Résultat net total par action (en euros)	0,10	0,18

Les options d'achat d'actions ne sont pas retenues dans le calcul du résultat net dilué par action, leur prix d'exercice étant supérieur au cours moyen annuel de l'action sur le 1^{er} semestre 2017. Les actions dilutives correspondent aux actions gratuites attribuées en juillet 2016.



NOTE 10 : ACTIFS, PASSIFS ET RESULTAT FINANCIERS

10.1 Instruments financiers par catégorie

Au 30/06/2017 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Instruments dérivés	Juste valeur
		En juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Dettes couvertes en juste valeur		
Titres de participation	100		100					100
Autres immobilisations financières long terme	1 318		417	900				1 318
Autres actifs financiers non courants	1 418		518	900				1 418
Total encours clients des sociétés financières	6 131			6 126			6	6 131
Créances commerciales	2 636			2 636				2 636
Autres actifs financiers courants	252		67	77			108	252
Autres actifs ⁽¹⁾	577			577				577
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 615	1 615						1 615
ACTIFS	12 629	1 615	585	10 315			114	12 629
Total dettes financières	9 588				9 497		91	10 024
Total refinancement des encours clients	5 347				5 335		12	5 347
Fournisseurs et autres créditeurs	12 784				12 784			12 784
Autres passifs ⁽²⁾	3 096				3 096			3 096
PASSIFS	30 815				30 712		103	31 251

Au 31/12/2016 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Instruments dérivés	Juste valeur
		En juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Dettes couvertes en juste valeur		
Titres de participation	98		98					98
Autres immobilisations financières long terme	1 333		427	905				1 333
Autres actifs financiers non courants	1 430		525	905				1 430
Total encours clients des sociétés financières	6 273			6 273				6 273
Créances commerciales	2 682			2 682				2 682
Autres actifs financiers courants	239		68	122			49	239
Autres actifs ⁽¹⁾	580			580				580
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 305	3 305						3 305
ACTIFS	14 509	3 305	593	10 562			49	14 509
Total dettes financières	8 075				7 719	254	101	8 590
Total refinancement des encours clients	5 330				5 313		17	5 330
Fournisseurs et autres créditeurs	15 396				15 396			15 396
Autres passifs ⁽²⁾	3 031				3 031			3 031
PASSIFS	31 831				31 458	254	119	32 346

(1) hors charges constatées d'avance

(2) hors produits constatés d'avance

Ventilation des actifs et passifs évalués en juste valeur selon la hiérarchie prévue par la norme IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur (cf. note 1.5)

30/06/2017 (en millions d'euros)	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
Titres de participation			100	100
Autres immobilisations financières long terme	417			417
Autres actifs financiers courants - disponibles à la vente	67			67
Autres actifs financiers courants - dérivés		114		114
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 615			1 615
Refinancement des encours clients - Dérivés passif		(12)		(12)
Dettes financières - Dérivés passif		(88)	(2)	(91)

31/12/2016 (en millions d'euros)	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
Titres de participation			98	98
Autres immobilisations financières long terme	427			427
Autres actifs financiers courants - disponibles à la vente	68			68
Autres actifs financiers courants - dérivés		49		49
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 305			3 305
Refinancement des encours clients - Dérivés passif		(17)		(17)
Dettes financières - Dérivés passif		(95)	(6)	(101)

Aucun reclassement n'a été opéré entre les différents niveaux.



10.2 Dette financière nette

10.2.1 Composition de la dette nette

La dette nette du Groupe s'établit à 7 720 millions d'euros à fin juin 2017, et s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)		30/06/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires		7 099	6 962
Autres emprunts et dettes financières		781	690
Billet de Trésorerie		1 311	-
Passifs relatifs à des contrats de location financement		306	322
Total des dettes financières hors dérivés passif		9 497	7 974
Dérivés - Passif		91	101
TOTAL DES DETTES	[1]	9 588	8 075
dont dettes à plus d'un an		6 586	6 200
dont dettes à moins d'un an		3 001	1 875
Autres actifs financiers courants		252	239
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 615	3 305
TOTAL DES PLACEMENTS	[2]	1 868	3 544
DETTE NETTE	[1] - [2]	7 720	4 531

La variation de la dette nette entre le 30 juin et le 31 décembre s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.

10.2.2 Détail des emprunts obligataires

(en millions d'euros)		Variation du nominal				Valeur comptable de la dette
		31/12/2016	Emissions	Remboursements	Effet de change	30/06/2017
Emissions Publiques	Échéance					
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 4,678%	2017	250	(250)		-	-
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 5 ans, 1,875%	2017	1 000			1 000	999
Euro Bond Fixed rate, EUR, 7 ans, 5,25 %	2018	279			279	279
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 6 ans, 1,75%	2019	1 000			1 000	998
Emprunt Obligataire Euro MTN, Eur, 10 ans, 4,00%	2020	1 000			1 000	998
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 11 ans, 3,875%	2021	1 000			1 000	992
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 1,75%	2022	1 000			1 000	960
Emprunt obligataire convertible non dilutif 500 millions USD, 6 ans, 0%	2023	-	446	(8)	438	384
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 0,750%	2024	750			750	743
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 10 ans, 1,25%	2025	750			750	745
Détail des emprunts Obligataires		7 029	446	(250)	(8)	7 217
						7 099

Le 7 juin 2017, Carrefour a procédé à une émission d'obligations convertibles remboursables en numéraire d'un montant nominal de 500 millions de dollars américains et d'une maturité de 6 ans, assorties d'un coupon de 0 %. L'exercice du droit de conversion sera dénoué exclusivement en numéraire et ne donnera pas lieu à l'émission d'actions nouvelles ou à la remise d'actions existantes.

En application de la norme IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, les options de conversion incorporées dans la dette obligataire s'analysent comme des dérivés et ont fait l'objet d'une comptabilisation séparée à l'origine. Les variations ultérieures de la juste valeur de ces options sont comptabilisées en résultat et se compensent avec les variations de la juste valeur des options d'achat portant sur les actions Carrefour achetées concomitamment à l'émission des obligations.

La dette obligataire hors composante optionnelle est comptabilisée au coût amorti.

Un swap de change en euros de 500 millions de dollars américains a été mis en place dès l'origine des opérations et est adossé en terme de maturité. Ce swap de change a été qualifié comptablement d'instrument de couverture de flux de trésorerie.



10.2.3 Détail des autres emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Emprunts Amérique Latine	411	376
Autres emprunts bancaires souscrits	239	173
Intérêts courus non échus ⁽¹⁾	65	96
Autres passifs financiers	66	46
Total Autres emprunts et dettes financières	781	690

(1) les intérêts courus portent sur la totalité de la dette financière, y compris les emprunts obligataires.

10.2.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Trésorerie	1 201	1 558
Équivalents de trésorerie	414	1 747
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 615	3 305

10.3 Analyse des dettes financières (hors dérivés passifs)

10.3.1 Détail par nature de taux

(en millions d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés
Dettes à taux fixe	7 765	7 765	7 545	7 295
Dettes à taux variable	1 733	1 733	424	678
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	9 497	9 497	7 969	7 974

10.3.2 Détail par devise

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Euro	8 810	7 385
Real Brésilien	299	199
Yuan Chinois	128	67
Peso Argentin	120	178
Dollar Taiwanais	71	74
Zloty Polonais	65	64
Lei Roumain	5	5
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	9 497	7 974

Les éléments ci-dessus sont présentés après prise en compte des couvertures.

Au 30 juin 2017, comme au 31 décembre 2016, la dette en euros représente 93 % du total des dettes financières brutes hors dérivés passifs.



10.3.3 Détail par échéance

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
A moins d'un an	2 911	1 774
Entre 1 et 2 ans	1 466	333
Entre 2 et 5 ans	2 098	3 221
Au-delà de 5 ans	3 022	2 646
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	9 497	7 974

10.4 Variation des passifs issus des activités de financement

(en millions d'euros)	Autres actifs financiers courants	Dettes financières brutes	Total Passifs nets issus des activités de financement
Au 31 décembre 2016	(239)	8 075	7 836
Changements issus des flux de trésorerie des opérations de financement	(69)	1 436	1 367
Variation des actifs financiers courants	(69)		(69)
Emission d'emprunts obligataires		387	387
Remboursement d'emprunts obligataires		(250)	(250)
Intérêts financiers nets versés		(222)	(222)
Autres variations de l'endettement		1 520	1 520
Changements sans contrepartie de trésorerie	56	77	133
Ecart de conversion	14	(139)	(125)
Effet des variations de périmètre		6	6
Variations des justes valeurs	17	9	26
Coût de l'endettement financier net		191	191
Autres mouvements	25	10	35
Au 30 juin 2017	(252)	9 588	9 336

10.5 Résultat financier

Le résultat financier se compose principalement du coût de l'endettement financier. Les autres éléments financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la variation de valeurs actualisées ou à la constatation d'intérêts de retard sur certains passifs.

en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Produits sur prêts et trésorerie	12	16
Coût de l'endettement financier brut	(204)	(197)
Charges d'intérêt sur les passifs financiers évalués au coût amorti après prise en compte des produits et charges sur instruments de taux	(192)	(185)
Charges d'intérêt sur location financement	(12)	(12)
Coût de l'endettement financier net	(191)	(181)
Autres produits et charges financiers	(56)	(68)
dont Taxe sur les transactions financières	(21)	(18)
dont Charges d'intérêts sur dettes non financières	(17)	(7)
dont Variation de juste valeur des dérivés de taux	(2)	(14)
dont Charge d'intérêts nette de la période sur le passif net au titre des prestations définies	(7)	(12)
Résultat financier	(247)	(248)
Charges financières	(267)	(299)
Produits financiers	20	50



NOTE 11 : AUTRES INFORMATIONS

11.1 Périmètre de consolidation

11.1.1 Principaux mouvements du 1^{er} semestre 2017

Au cours du 1^{er} semestre 2017, les principales variations de périmètre sont les suivantes :

Acquisition d'hypermarchés en Espagne

En application de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, l'acquisition des hypermarchés en Espagne finalisée sur la période s'est traduite par la comptabilisation d'un goodwill provisoire de 86 millions d'euros. Le montant des produits des activités ordinaires et du résultat de l'activité acquise inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période n'est pas significatif.

Fusion-absorption de Carmila par Cardety

La fusion-absorption de Carmila par Cardety est intervenue le 12 juin 2017. Les actions de la nouvelle entité, dénommée Carmila, sont cotées à Euronext Paris (compartiment C).

A l'issue de l'opération, le groupe Carrefour détenait 42,45 % du capital de la nouvelle entité Carmila. Concomitamment à la fusion-absorption, les règles de gouvernance ont été adaptées (recomposition des organes d'administration et de direction, et modifications apportées aux statuts et au règlement intérieur du conseil d'administration).

Le Groupe considère que ces règles de gouvernance lui confèrent une influence notable sur la nouvelle entité Carmila, qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Cette position repose notamment sur le fait que le groupe Carrefour ne dispose pas de la majorité de représentants au conseil d'administration (composé de quatorze membres, dont huit administrateurs indépendants et cinq administrateurs désignés par Carrefour) et n'est donc pas en mesure d'imposer seul les décisions requérant l'approbation préalable du conseil, qui relèvent pour partie des activités pertinentes.

Cardety et Carmila étant toutes deux mises en équivalence par le Groupe avant l'opération de fusion-absorption, cette dernière n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2017.

En dehors de ces opérations, le périmètre de consolidation du groupe Carrefour n'a pas connu de variation significative au cours du 1^{er} semestre 2017.

11.1.2 Principaux mouvements du 1^{er} semestre 2016

Au cours du 1^{er} semestre 2016, les principales variations de périmètre étaient les suivantes :

- Acquisitions des sociétés Rue du Commerce et Billa Roumanie (détenues à 100 % au 30 juin 2016) ;
- Création de Cargo Property et ses filiales, sociétés immobilières dédiées à la logistique, contrôlées par le Groupe (pourcentage d'intérêt de 32,2 % au 30 juin 2016) ;
- Perte de contrôle de la société Carrefour Property Development (renommée Cardety), détenue à hauteur de 43,1 % au 30 juin 2016 (entreprise associée, mise en équivalence à compter d'avril 2016).

11.2 Résultat net des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées de -28 millions d'euros au 30 juin 2016 correspondait essentiellement au traitement IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* des magasins Dia cédés et destinés à être cédés.



11.3 Parties liées

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent essentiellement :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres de l'Equipe de Direction du Groupe et du Conseil d'Administration ;
- les opérations avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

Il n'y a pas eu, au cours du 1^{er} semestre 2017, de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2016.

11.4 Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de trois ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation des points de ventes et ceux liés aux acquisitions de titres. En outre, le Groupe est partie à des contrats de location (loyers payables principalement sur les points de vente loués, et loyers devant être reçus principalement sur les boutiques de galeries marchandes) qui représentent également des engagements futurs, donnés ou reçus.

Au 30 juin 2017, les engagements hors-bilan donnés et reçus par le Groupe se composent comme suit :

Engagements donnés (en millions d'euros)	30/06/2017	Détail par échéance			31/12/2016
		- d'un an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	
Liés à la trésorerie	12 389	9 896	1 471	1 022	11 322
<i>relatifs aux sociétés financières</i>	<i>11 217</i>	<i>9 814</i>	<i>1 402</i>	<i>1</i>	<i>10 191</i>
<i>relatifs aux autres sociétés</i>	<i>1 172</i>	<i>82</i>	<i>70</i>	<i>1 020</i>	<i>1 131</i>
Liés à l'exploitation/immobilier/expansion...	3 013	1 552	1 369	92	3 433
Liés aux cessions de titres	126	16	33	76	301
Liés aux locations	3 721	1 164	1 718	839	3 625
TOTAL	19 249	12 628	4 592	2 028	18 680

Engagements reçus (en millions d'euros)	30/06/2017	Détail par échéance			31/12/2016
		- d'un an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	
Liés à la trésorerie	6 389	1 128	5 206	55	6 743
<i>relatifs aux sociétés financières</i>	<i>1 795</i>	<i>481</i>	<i>1 296</i>	<i>18</i>	<i>1 833</i>
<i>relatifs aux autres sociétés</i>	<i>4 594</i>	<i>647</i>	<i>3 910</i>	<i>37</i>	<i>4 910</i>
Liés à l'exploitation/immobilier/expansion...	1 320	386	679	255	1 328
Liés aux acquisitions de titres	296	199	53	45	309
Liés aux locations	682	272	325	85	770
TOTAL	8 687	1 986	6 263	439	9 149

11.5 Evénements post clôture

11.5.1 Introduction en bourse des activités du Groupe au Brésil

Le Groupe a annoncé qu'Atacadão SA, société mère des activités du groupe Carrefour au Brésil (Grupo Carrefour Brasil), a déposé en juin 2017 auprès de la Commission des Valeurs Mobilières brésilienne le prospectus en vue de la cotation des actions de Grupo Carrefour Brasil au compartiment Novo Mercado de la bourse de São Paulo.

L'introduction en bourse est intervenue le 20 juillet 2017 et a consisté en une offre primaire de 205 882 353 actions émises par Grupo Carrefour Brasil et une offre secondaire de 34 461 489 et 56 800 000 actions de Grupo Carrefour Brasil cédées par Carrefour et par Península, respectivement.



En outre, Carrefour a accordé une option de surallocation secondaire aux banques brésiliennes participant à l'offre ayant conduit au placement de 34 369 876 actions supplémentaires détenues par le Groupe afin de couvrir les allocations excédentaires.

Sur la base du prix fixé pour l'introduction en bourse (R\$15 par action), le placement primaire de l'offre atteint R\$3,1 milliards (€0,8 milliard), impliquant une valorisation des fonds propres de Grupo Carrefour Brasil au moment de l'introduction en bourse, après augmentation de capital, de R\$29,7 milliards (€8,1 milliards).

Après réalisation de l'introduction en bourse et l'exercice de l'option d'achat dont disposait Peninsula pour acquérir auprès de Carrefour 71 003 063 actions de Grupo Carrefour Brasil, Carrefour détient une participation de 71,8 % dans Grupo Carrefour Brasil, Peninsula en détient 11,5 % et le flottant de Grupo Carrefour Brasil est de 16,7 %.

Conformément à la norme IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*, la plus-value de cession relative aux actions de Grupo Carrefour Brasil cédées par Carrefour sera comptabilisée en capitaux propres part du Groupe sur le second semestre 2017.

11.5.2 Augmentation de capital du groupe Carmila

En juillet 2017, le groupe Carmila a procédé à une augmentation de capital de 628,6 millions d'euros, destinée à financer le plan de développement 2017-2020. Cette opération fait suite à la fusion des sociétés Cardety et Carmila (cf. notes 3.5 et 11.1.1).

Carrefour a souscrit à l'augmentation de capital à hauteur de 50 millions d'euros. Ainsi, à l'issue de l'opération, le Groupe détient 35,76 % des actions et droits de vote de Carmila.

11.5.3 Paiement du dividende 2016 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 15 juin 2017, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2016 à 0,70 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.

A la clôture de la période d'option le 4 juillet 2017, les actionnaires ayant choisi le paiement du dividende en actions représentent 71,32 % du capital.

Le 13 juillet 2017 ont eu lieu :

- le règlement livraison des 18 442 657 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en action, suite à une augmentation du capital social et des primes d'émission de Carrefour d'un montant total de 372 millions d'euros ;

le versement du dividende global en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (151 millions d'euros).



DELOITTE & ASSOCIES

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
France

KPMG S.A.

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex
France

MAZARS

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Carrefour

Société anonyme
33, avenue Emile Zola
92100 Boulogne-Billancourt

**Rapport des Commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2017**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Carrefour, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.



Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes,

Neuilly sur Seine, Paris-La Défense et Courbevoie, le 30 août 2017

DELOITTE & ASSOCIES

ANTOINE DE RIEDMATTEN

STEPHANE RIMBEUF

KPMG S.A.

PATRICK-HUBERT PETIT

CAROLINE BRUNO-DIAZ

MAZARS

DAVID CHAUDAT

EMILIE LOREAL



Attestation des personnes responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Carrefour et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 30 août 2017

M. Alexandre Bompard
Président-Directeur Général

M. Pierre-Jean Sivignon
Directeur Exécutif Finances et Gestion



www.carrefour.com

@GroupeCarrefour

Société anonyme au capital de 1 936 694 527,50 euros
Siège social : 33, avenue Émile-Zola – 92100 Boulogne-Billancourt
652 014 051 RCS Nanterre

